



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## PREFET DE LA MARNE

Direction départementale  
des territoires de la Marne

*Service Environnement, Eau  
Préservation des ressources*

N° 15-2017-LE

### **Arrêté préfectoral modifiant l'arrêté n°21-2017-LE appliquant les restrictions des usages de l'eau dans le bassin hydrogéologique Craie de Champagne Nord**

-----

Le préfet de la Marne

Vu le code de l'Environnement et en particulier ses articles L.211-2, L.211-3, L.214-7, L.215-7, R.211-66 à R.211-70 et R.216-9 ;

Vu le code de la santé publique, et notamment son article R. 1321-9 ;

Vu l'arrêté cadre n° 2015-103-00014 du 13 avril 2015 du préfet de la région Ile-de-France, préfet coordonnateur du bassin Seine-Normandie préconisant des mesures coordonnées de gestion de l'eau sur le réseau hydrographique du bassin Seine-Normandie en période de sécheresse et définissant des seuils sur certaines rivières du bassin entraînant des mesures coordonnées de limitation provisoire des usages de l'eau et de surveillance sur ces rivières et leur nappe d'accompagnement ;

Vu le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands ;

Vu l'arrêté préfectoral cadre définissant les seuils et les restrictions des usages de l'eau provenant des nappes souterraines, des cours d'eau et de leurs nappes d'accompagnement dans le département de la Marne en période de sécheresse, en date du 22 juillet 2015 ;

Vu les conclusions de la réunion de l'observatoire de la ressource en eau du 10 avril 2017 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°21-2017-LE du 12 juin 2017 appliquant les restrictions des usages de l'eau dans le bassin hydrogéologique « Craie de Champagne Nord » ;

Vu les bulletins de suivi d'étiage de la DREAL Grand Est du 16 au 30 mai 2017 et du 30 mai au 12 juin 2017 ;

Vu la demande des associations des jardins familiaux de Reims, de Muizon et de Saint-Brice Courcelles ;

Vu les conclusions de la rencontre avec ces associations le 23 juin 2017 ;

Vu le courrier des présidents des jardins familiaux de Muizon et de Saint-Brice Courcelles transmis à la direction départementale des territoires lors de la rencontre du 23 juin 2017 ;

Considérant que le bassin hydrogéologique « Craie de Champagne Nord » a franchi le seuil de crise ;

Considérant le rôle économique, social et environnemental des jardins familiaux et des jardins potagers ;

Considérant le faible impact quantitatif de ce mode de culture sur la ressource en eau ;

Considérant l'engagement des jardins familiaux à faire respecter cet arrêté et de promouvoir les pratiques permettant d'économiser l'eau ;

Sur proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Territoires de la Marne ;

## **ARRETE**

### **ARTICLE 1 :**

Le paragraphe prélèvements de l'article 3-1. Usages interdits de l'arrêté du 12 juin 2017 est remplacé par :

**Sont interdits** sur le bassin versant concerné les usages de l'eau suivants :

➤ *Prélèvements*

- l'arrosage des pelouses publiques et privées, des massifs publics ou privés, des espaces sportifs (sauf en cas de manifestations, tournoi,...) ;
- l'arrosage des potagers familiaux sauf les dimanche, mardi, jeudi et samedi entre 20 heures et 9 heures ;
- l'arrosage des golfs ;
- le lavage des véhicules hors installations professionnelles équipées d'économiseurs d'eau ou de lavage haute pression, sauf pour les véhicules ayant une obligation réglementaire (véhicules sanitaires ou alimentaires) ou techniques ;
- le remplissage des piscines (hors piscines publiques, piscines d'établissements recevant du public et piscines d'hôtels et hors remplissage pour les besoins du chantier des piscines privées en cours de construction), la mise à niveau reste autorisée ;

- le nettoyage à grande eau des voies, trottoirs, terrasses et façades (hors besoin de chantiers et impératifs sanitaires (nettoyage d'écurie, de chenil, etc....) ;
- l'alimentation en eau des fontaines publiques en circuit ouvert ;
- le remplissage des plans d'eau.

➤ *Rejets et actions influençant le régime hydraulique*

- la vidange des plans d'eau ;
- les travaux sur les systèmes d'assainissement des collectivités lorsqu'ils nécessitent une mise hors-circuit des ouvrages, sauf en cas d'urgence avec accord du service chargé de la police de l'eau.
- La vidange des piscines publiques (sauf dérogation à demander au service police de l'eau)
- les travaux en rivière (sauf dérogation à demander au service police de l'eau pour les travaux visant à améliorer l'état écologique des cours d'eau).

## ARTICLE 2 : SANCTIONS

Tout contrevenant aux dispositions du présent arrêté s'expose à la peine d'amende prévue à l'article R.216-9 du code de l'environnement (contravention de 5<sup>ème</sup> classe : maximum 1 500 € d'amende).

Cette sanction peut être accompagnée d'une mise en demeure de respecter le présent arrêté en application de l'article L.171-8 du code l'environnement. Le non respect d'une mesure de mise en demeure expose le contrevenant à la suspension provisoire de son autorisation de prélèvement et constitue un délit prévu et réprimé par l'article L.173-1-II du code de l'environnement (maximum 2 ans d'emprisonnement et 100 000 € d'amende).

Il ne doit pas être fait obstacle à l'exercice des missions de contrôle confiées aux agents assermentés.

## ARTICLE 3 : PÉRIODE D'APPLICATION DES MESURES

**Cet arrêté modificatif est en vigueur jusqu'à publication d'un nouvel arrêté modifiant les restrictions d'usage dans ce bassin ou, à défaut, jusqu'au 31 octobre 2017, à l'exception de l'interdiction de vidange des plans d'eau en cours d'eau de première catégorie piscicole, qui s'applique quant à elle jusqu'au 15 octobre 2017**

## ARTICLE 4 : PUBLICATION

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et sur le site internet des services de l'État. Il est adressé aux maires de toutes les communes concernées pour affichage dès réception en mairie. Un avis sera inséré dans deux journaux locaux ou régionaux, diffusés dans le département.

Le présent arrêté est également communiqué pour information :

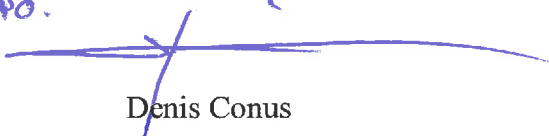
- aux membres de l'observatoire départemental de la ressource en eau,
- au préfet coordonnateur de bassin Seine-Normandie,
- à la Direction de l'Eau et la Biodiversité du ministère de l'écologie.

## **ARTICLE 5 : EXECUTION**

Le Secrétaire Général de la Préfecture,  
les sous-préfets des arrondissements de Reims, de Châlons en Champagne et de Vitry-le-François,  
le Directeur départemental des territoires de la Marne,  
la Directrice départementale de la cohésion sociale et de la protection de la population,  
le Directeur du service de la navigation de la Seine,  
le Directeur départemental de la Sécurité publique,  
le Directeur de l'Agence Régionale de Santé,  
le Directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt,  
le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,  
le Directeur régional et interrégional de l'environnement et de l'énergie d'Ile de France,  
le Commandant du groupement de Gendarmerie de la Marne,  
les agents de l'Agence française de la biodiversité,  
les agents de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage,  
les Maires des communes concernées,  
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté.

A Chalons en Champagne, le **27 JUIN 2017**

Le préfet de la Marne

PO.  
  
Denis Conus

### Voies et délai de recours

*Les délais de recours auprès du Tribunal Administratif sont de deux mois à compter de la date de publication du présent arrêté.*



## PREFET DE LA MARNE

Direction départementale  
des territoires de la Marne

*Service Environnement, Eau  
Préservation des ressources*

N° 2A-2017-LE

### **Arrêté préfectoral appliquant les restrictions des usages de l'eau dans le bassin hydrogéologique Craie de Champagne Nord**

-----  
Le préfet de la Marne

Vu le code de l'Environnement et en particulier ses articles L.211-2, L.211-3, L.214-7, L.215-7, R.211-66 à R.211-70 et R.216-9 ;

Vu le code de la santé publique, et notamment son article R. 1321-9 ;

Vu l'arrêté cadre n° 2015-103-00014 du 13 avril 2015 du préfet de la région Ile-de-France, préfet coordonnateur du bassin Seine-Normandie préconisant des mesures coordonnées de gestion de l'eau sur le réseau hydrographique du bassin Seine-Normandie en période de sécheresse et définissant des seuils sur certaines rivières du bassin entraînant des mesures coordonnées de limitation provisoire des usages de l'eau et de surveillance sur ces rivières et leur nappe d'accompagnement ;

Vu le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands ;

Vu l'arrêté préfectoral cadre définissant les seuils et les restrictions des usages de l'eau provenant des nappes souterraines, des cours d'eau et de leurs nappes d'accompagnement dans le département de la Marne en période de sécheresse, en date du 22 juillet 2015 ;

Vu les conclusions de la réunion de l'observatoire de la ressource en eau du 10 avril 2017 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°16-2017-LE du 18 mai 2017 appliquant les restrictions des usages de l'eau dans le bassin hydrogéologique « Craie de Champagne Nord » ;

Vu le bulletin de suivi d'étiage de la DREAL Grand Est du 16 au 30 mai 2017 ;

Considérant que le bassin hydrogéologique « Craie de Champagne Nord » a franchi le seuil de crise ;

Sur proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Territoires de la Marne

## **ARRETE**

### **ARTICLE 1 : OBJET DE L'ARRETE**

Le présent arrêté a pour objet de faire appliquer les restrictions des usages de l'eau provenant des nappes souterraines, conformément à l'arrêté cadre sécheresse départemental du 22 juillet 2015.

Il abroge et remplace l'arrêté préfectoral n°16-2017-LE du 18 mai 2017 appliquant les restrictions des usages de l'eau dans le bassin hydrogéologique « Craie de Champagne Nord ».

### **ARTICLE 2 : CHAMP D'APPLICATION DES RESTRICTIONS D'USAGES**

Les mesures de restrictions présentées ne s'appliquent pas dans le cadre de la sécurité civile (lutte contre l'incendie en particulier) et des impératifs sanitaires, ainsi que pour les captages à usage sanitaire et alimentaire destinés à la consommation humaine ou animale.

En ce qui concerne les consommations des particuliers et des collectivités, les mesures de restriction ne s'appliquent pas si l'eau provient de réserves d'eaux pluviales ou d'un recyclage.

Les dispositions du présent arrêté sont applicables aux ICPE, sous réserve des prescriptions particulières ou dérogatoires qui pourraient être imposées de manière spécifique à ces installations, au travers des arrêtés préfectoraux réglementant leurs activités.

### **ARTICLE 3 : RESTRICTIONS DES USAGES NON AGRICOLES**

Les communes concernées sont listées en annexe 1.

#### **3-1. Usages interdits**

**Sont interdits** sur le bassin versant concerné les usages de l'eau suivants :

➤ *Prélèvements*

- l'arrosage des pelouses publiques et privées, des espaces sportifs (sauf en cas de manifestations, tournoi,...) ;
- l'arrosage des potagers familiaux ;
- l'arrosage des golfs ;
- le lavage des véhicules hors installations professionnelles équipées d'économiseurs d'eau ou de lavage haute pression, sauf pour les véhicules ayant une obligation réglementaire (véhicules sanitaires ou alimentaires) ou techniques ;
- le remplissage des piscines (hors piscines publiques, piscines d'établissements recevant du public et piscines d'hôtels et hors remplissage pour les besoins du chantier des piscines privées en cours de construction), la mise à niveau reste autorisée ;
- le nettoyage à grande eau des voies, trottoirs, terrasses et façades (hors besoin de chantiers et impératifs sanitaires (nettoyage d'écurie, de chenil, etc....) ;

- l'alimentation en eau des fontaines publiques en circuit ouvert ;
- le remplissage des plans d'eau.
- *Rejets et actions influençant le régime hydraulique*
- la vidange des plans d'eau ;
- les travaux sur les systèmes d'assainissement des collectivités lorsqu'ils nécessitent une mise hors-circuit des ouvrages, sauf en cas d'urgence avec accord du service chargé de la police de l'eau.
- La vidange des piscines publiques (sauf dérogation à demander au service police de l'eau)
- les travaux en rivière (sauf dérogation à demander au service police de l'eau pour les travaux visant à améliorer l'état écologique des cours d'eau).

### **3-2. Autres usages sensibles**

#### ➤ *Prélèvements*

- Sur les canaux, des mesures adaptées selon l'évolution de la cote d'eau mesurée dans les biefs sont prises (regroupement des bateaux, réduction des prélèvements effectués pour alimenter ces canaux, restrictions d'enfoncement dans les biefs navigués) avec arrêt de la navigation si nécessaire ;
- Les collectivités, les entreprises industrielles et commerciales doivent surveiller en permanence le bon fonctionnement de leurs installations et mettre en œuvre les moyens nécessaires pour remédier à tout dysfonctionnement qui entraînerait une surconsommation d'eau ou des pollutions dans les eaux superficielles ;
- La consommation de ces installations doit être limitée au strict nécessaire.

#### ➤ *Rejets et actions influençant le régime hydraulique*

- La surveillance des rejets des systèmes d'assainissement est accrue. Indépendamment de l'autosurveillance réglementaire prescrite par l'arrêté ministériel du 21 juillet 2015, les exploitants augmentent leur vigilance sur leurs rejets en cours d'eau (y compris ceux de déversoirs d'orage), notamment en augmentant la fréquence des autocontrôles et en examinant le milieu récepteur. Ils interviennent sans délai en cas de dysfonctionnement ;
- Les rejets des industries peuvent faire l'objet de limitations, voire de suppression ;
- Tous les exploitants de barrages installés sur un cours d'eau ou ses canaux de dérivation doivent informer le service chargé de la police de l'eau avant toute manœuvre ayant une influence sur la ligne d'eau ou le débit du cours d'eau.

## **ARTICLE 4 : RESTRICTIONS DES USAGES AGRICOLES**

La zone concernée par le présent arrêté pour les restrictions des usages agricoles est la nappe de la Craie de Champagne Nord.

La zone concernée est cartographiée en annexe 2 de l'arrêté.

La zone agricole d'appartenance de chaque forage (1, 2, 3 ou 4) est indiquée pour chacun d'entre eux sur le formulaire attribuant les quotas pour l'année 2017.

Les restrictions sont les suivantes :

**Les reliquats de quotas pour chaque forage d'irrigation situé en zone 3 dans le bassin concerné sont réduits de 30 %.**

Ce pourcentage s'applique sur les volumes restant à prélever à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

**Ces mesures de restriction ne s'appliquent pas aux cultures sous serres, au maraîchage et à l'horticulture, à la culture du gazon en plaque, aux pépinières, aux vergers, ainsi qu'aux éventuelles expérimentations agronomiques.**

## **ARTICLE 5 : SANCTIONS**

Tout contrevenant aux dispositions du présent arrêté s'expose à la peine d'amende prévue à l'article R.216-9 du code de l'environnement (contravention de 5<sup>ème</sup> classe : maximum 1 500 € d'amende).

Cette sanction peut être accompagnée d'une mise en demeure de respecter le présent arrêté en application de l'article L.171-8 du code de l'environnement. Le non respect d'une mesure de mise en demeure expose le contrevenant à la suspension provisoire de son autorisation de prélèvement et constitue un délit prévu et réprimé par l'article L.173-1-II du code de l'environnement (maximum 2 ans d'emprisonnement et 100 000 € d'amende).

Il ne doit pas être fait obstacle à l'exercice des missions de contrôle confiées aux agents assermentés.

## **ARTICLE 6 : PÉRIODE D'APPLICATION DES MESURES**

**Cet arrêté applicatif est en vigueur jusqu'à publication d'un nouvel arrêté modifiant les restrictions d'usage dans ce bassin ou, à défaut, jusqu'au 31 octobre 2017, à l'exception de l'interdiction de vidange des plans d'eau en cours d'eau de première catégorie piscicole, qui s'applique quant à elle jusqu'au 15 octobre 2017**

Les mesures commencent à s'appliquer au bout de 2 jours francs et ouvrables après la date de signature du présent arrêté.

## **ARTICLE 7 : PUBLICATION**

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et sur le site internet des services de l'État. Il est adressé aux maires de toutes les communes concernées pour affichage dès réception en mairie. Un avis sera inséré dans deux journaux locaux ou régionaux, diffusés dans le département.



Le présent arrêté est également communiqué pour information :

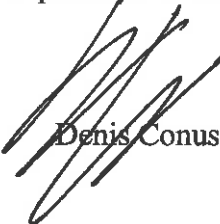
- aux membres de l'observatoire départemental de la ressource en eau,
- au préfet coordonnateur de bassin Seine-Normandie,
- à la Direction de l'Eau et la Biodiversité du ministère de l'écologie.

## **ARTICLE 8 : EXECUTION**

Le Secrétaire Général de la Préfecture,  
les sous-préfets des arrondissements de Reims, de Châlons en Champagne et de Vitry-le-François,  
le Directeur départemental des territoires de la Marne,  
la Directrice départementale de la cohésion sociale et de la protection de la population,  
le Directeur du service de la navigation de la Seine,  
le Directeur départemental de la Sécurité publique,  
le Directeur de l'Agence Régionale de Santé,  
le Directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt,  
le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,  
le Directeur régional et interrégional de l'environnement et de l'énergie d'Ile de France,  
le Commandant du groupement de Gendarmerie de la Marne,  
les agents de l'Agence française de la biodiversité,  
les agents de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage,  
les Maires des communes concernées,  
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté.

A Chalons en Champagne, le **12 JUIN 2017**

Le préfet de la Marne



Denis Conus

### Voies et délai de recours

*Les délais de recours auprès du Tribunal Administratif sont de deux mois à compter de la date de publication du présent arrêté.*

THE KING OF

## Annexe 1 – Liste des communes du Bassin Craie de Champagne Nord

ARGERS	HEUTREGVILLE	SAINT-MARD-SUR-LE-MONT
AUBERIVE	ISLES-SUR-SUIPPE	SAINT-MARTIN-L'HEUREUX
AUMENANCOURT	JONCHERY-SUR-SUIPPE	SAINT-MASMES
AUVE	JONCHERY-SUR-VESLE	SAINT-REMY-SUR-BUSSY
BACONNES	L'EPINE	SAINT-SOUPLET-SUR-PY
BAZANCOURT	LA CHAPELLE-FELCOURT	SAINT-THIERRY
BEAUMONT-SUR-VESLE	LA CHEPPE	SAINTE-MARIE-A-PY
BEINE-NAUROY	LA CROIX-EN-CHAMPAGNE	SELLES
BERMERICOURT	LAVAL-SUR-TOURBE	SEPT-SAULX
BERRU	LAVANNES	SILLERY
BETHENVILLE	LES MESNEUX	SIVRY-ANTE
BETHENY	LES PETITES-LOGES	SOMME-BIONNE
BEZANNES	LIVRY-LOUVERCY	SOMME-SUIPPE
BOULT-SUR-SUIPPE	LOIVRE	SOMME-TOURBE
BOURGOGNE	LUDES	SOMME-VESLE
BOUY	MAFFRECOURT	SOMME-YEVRE
BRAUX-SAINT-REMY	MAILLY-CHAMPAGNE	SOMMEPY-TAHURE
BRAUX-SAINTE-COHIERE	MASSIGES	SOUAIN-PERTHES-LES-HURLUS
BRIMONT	MERFY	SUIPPES
	MINAUCOURT-LE-MESNIL-LES-	TAISSY
BUSSY-LE-CHATEAU	HURLUS	THIL
BUSSY-LE-REPOS	MONTBRE	THILLOIS
CAUREL	MOURMELON-LE-GRAND	TILLOY-ET-BELLAY
CAUROY-LES-HERMONVILLE	MOURMELON-LE-PETIT	TINQUEUX
CERNAY-LES-REIMS	MUIZON	TRIGNY
CHALONS-SUR-VESLE	NOGENT-L'ABBESSE	TROIS-PUITS
CHAMPFLEURY	NOIRLIEU	VADENAY
CHAMPIGNY	ORMES	VAL-DE-VESLE
CHAUDEFONTAINE	POIX	VALMY
CONTAULT	POMACLE	VANVAULT-LE-CHATEL
CORMICY	PONTFAVERGER-MORONVILLIERS	VANVAULT-LES-DAMES
CORMONTREUIL	POSSESSE	VAUDESINCOURT
COURCY	PROSNES	VERNANCOURT
COURTEMONT	PROUILLY	VERZENAY
COURTISOLS	PRUNAY	VERZY
CUPERLY	PUISIEULX	VILLERS-AUX-NOEUDS
DAMPIERRE-AU-TEMPLE	RAPSECOURT	VILLERS-FRANQUEUX
DAMPIERRE-LE-CHATEAU	REIMS	VILLERS-MARMERY
DOMMARTIN-DAMPIERRE	REMICOURT	VIRGINY
DOMMARTIN-SOUS-HANS	RILLY-LA-MONTAGNE	VOILEMONT
DOMMARTIN-VARIMONT	ROUVROY-RIPONT	VRIGNY
DONTRIEN	SACY	WARGEMOULIN-HURLUS
ELISE-DAUCOURT	SAINT-BRICE-COURCELLES	WARMERVILLE
EPENSE	SAINT-ETIENNE-AU-TEMPLE	WITRY-LES-REIMS
EPOYE	SAINT-ETIENNE-SUR-SUIPPE	
FONTAINE-EN-DORMOIS	SAINT-HILAIRE-AU-TEMPLE	
FRESNE-LES-REIMS	SAINT-HILAIRE-LE-GRAND	
GIZAUCOURT	SAINT-HILAIRE-LE-PETIT	
GRATREUIL	SAINT-JEAN-DEVANT-POSSESSE	
GUEUX	SAINT-JEAN-SUR-TOURBE	
HANS	SAINT-LEONARD	
HERPONT	SAINT-MARD-SUR-AUVE	



Annexe 2 - Bassin concerné par les restrictions des usages agricoles de l'eau: Craie de Champagne Nord.

